

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

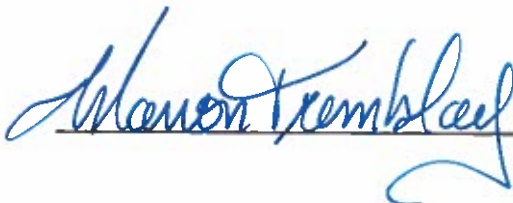
Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Tremblay, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-04-30

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lorraine

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Lorraine (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lorraine au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lorraine inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 1
Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2019-04-30

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	13 964 113	13 998 637	13 875 854
Compensations tenant lieu de taxes	2	130 000	136 451	139 366
Quotes-parts	3			
Transferts	4	373 116	1 173 322	1 867 070
Services rendus	5	447 457	475 808	622 961
Imposition de droits	6	850 000	1 245 360	1 098 771
Amendes et pénalités	7	480 440	483 313	486 396
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	116 099	194 720	150 285
Autres revenus	10	17 891	24 256	(5 973)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	16 379 116	17 731 867	18 234 730
Charges				
Administration générale	14	2 890 241	2 920 828	3 001 888
Sécurité publique	15	3 607 559	3 411 519	3 386 508
Transport	16	2 760 735	2 729 983	2 793 348
Hygiène du milieu	17	3 274 438	3 335 256	3 471 730
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 007 678	678 845	674 512
Loisirs et culture	20	3 229 336	3 156 108	3 006 448
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	709 388	684 903	675 296
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	17 479 375	16 917 442	17 009 730
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 100 259)	814 425	1 225 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		34 317 798	33 198 892
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(16 971)	(106 094)
Solde redressé	28		34 300 827	33 092 798
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		35 115 252	34 317 798

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 525 380	4 127 632
Débiteurs (note 5)	2	7 166 820	7 899 301
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	99 980	88 787
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 792 180	12 115 720
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 021 051	3 084 626
Revenus reportés (note 12)	12	56 713	54 832
Dette à long terme (note 13)	13	22 750 255	24 189 853
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	297 418	358 585
	15	26 125 437	27 687 896
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(14 333 257)	(15 572 176)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	49 306 390	49 752 661
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	17 963	15 860
Autres actifs non financiers (note 17)	20	124 156	121 453
	21	49 448 509	49 889 974
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	35 115 252	34 317 798

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 100 259)	814 425	1 225 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 955 000 ) (	1 816 548 ) (	4 003 591)
Produit de cession	3		3 447	4 944
Amortissement	4	2 120 083	2 229 894	2 195 578
(Gain) perte sur cession	5		(157)	27 018
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	165 083	416 636	(1 776 051)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(2 103)	(1 490)
Variation des autres actifs non financiers	10		(2 387)	60 184
	11		(4 490)	58 694
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(22 422)	12 348	11 892
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(957 598)	1 238 919	(480 465)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(15 572 176)	(15 091 711)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(15 572 176)	(15 091 711)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(14 333 257)	(15 572 176)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	814 425	1 225 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 229 894	2 195 578
Autres			
- Perte (Gain) sur disposition	3	(157)	27 018
- Écart de consolidation	4	(44 057)	(62 197)
	5	3 000 105	3 385 399
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	732 481	(173 619)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(63 575)	716 177
Revenus reportés	9	1 881	973
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(62 925)	13 331
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(2 103)	(1 490)
Autres actifs non financiers	13	(2 387)	60 184
	14	3 603 477	4 000 955
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 816 548)	(4 003 591)
Produit de cession	16	3 447	4 944
	17	(1 813 101)	(3 998 647)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(34 200)	(5 197)
Remboursement ou cession	19	23 026	32 475
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(11 174)	27 278
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	7 069 066	3 868 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 498 749)	(2 813 025)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(400 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	48 229	16 136
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 381 454)	671 111
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	397 748	700 697
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 127 632	3 426 935
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 127 632	3 426 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 525 380	4 127 632

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lorraine est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et Villes (LRQ, c C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles, les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lorraine. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes avec qui elle a signée des partenariats. Cette consolidation inclut les régies intermunicipales suivantes :

- La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est consolidée à un taux de 12,29 % pour les résultats et à un taux de 12,29 % pour l'état de la situation financière;
- La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine est consolidée à un taux de 35,13 % pour les résultats et à un taux de 41,29 % pour l'état de la situation financière.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé des quotes-parts et des sommes pour l'achat de services en vertu d'ententes à des organismes municipaux et supramunicipaux.

	Montant (\$)	Consolidé (O/N)
M.R.C DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	85 725 \$	N
VILLE DE ROSEMÈRE (EAU)	643 806 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (INCENDIE)	463 050 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (D.D.D.)	87 418 \$	N

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

RÉGIE INTERMUNICIPALE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE ROSEMÈRE ET DE LORRAINE	545 398 \$	0
RÉGIE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	2 351 856 \$	0
Autorité régionale de transport métropolitain	735 056 \$	N

De plus, elle est solidairement et conjointement responsable de la dette de la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine pour un montant de 43 679 \$ et de la dette de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville pour un montant de 178 179 \$.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Lorraine, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, la provision à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

La Ville utilise la méthode de la comptabilisation d'exercice. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brut et tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluation;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'il sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) Actifs

Régie de police

Placement:

Le placement est présenté au coût et déprécié lors d'une baisse durable de valeur.

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Autre actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées indiquées ci-dessous :

Infrastructures	Variant de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	Variant de 5 à 20 ans
Ameublement et équipements de bureau	Variant de 4 à 10 ans
Machinerie, outillages et équipements	Variant de 4 à 20 ans
Améliorations locatives	Durée de l'entente

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

E) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur marchande. Nous avons également tenu compte du solde de cotisations versées d'avance de l'employeur à la fin de l'année 2018 et avons soustrait cette somme à la valeur marchande de l'actif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Avantages sociaux futurs :
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régime de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville et la régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine et la Ville ont adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville et les régies n'avaient aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, les régies et la Ville ont adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la régie de police en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur l'entente liée au programme Accès Cannabis. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Puisque la ville et la régie d'assainissement n'avaient aucun droit contractuel à la date du rapport financier, aucune information n'a été présentée au rapport financier.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la ville et les régies ont adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Il n'y a eu aucune opération interentités au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 525 380	4 127 632
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 4 525 380	4 127 632
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 5 592	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 6 444 900	860 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 903 818	1 619 573
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 4 470 631	4 751 259
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 521 007	1 281 300
Organismes municipaux	15 4 609	121 453
Autres		
- Autres	16 67 686	62 236
- Amendes et intérêts	17 199 069	63 480
	18 7 166 820	7 899 301
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 4 011 190	4 353 655
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 4 011 190	4 353 655
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 423 008	424 361
Note		
La provision pour créances douteuses est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville		
- 1ère année : 10 %		
- 2e année : 40 %		
- 3e année : 70 %		
- 4e année : 90 %		
- 5e année et les suivantes : 100 %		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	99 980	88 787
Autres placements	31		
	32	<u>99 980</u>	<u>88 787</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Entente concernant l'achat en commun d'assurances de dommages des villes et régies des MRC Mirabel et Thérèse-De Blainville et Ville de St-Eustache.

Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.

La quote-part de franchise collective versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicommiss chez Desjardins Valeurs Mobilières.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(297 418)	(358 585)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(297 418)</u>	<u>(358 585)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	266 325	321 036
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	187 816	185 542
Régimes de retraite des élus municipaux	42	38 466	61 301
	43	<u>492 607</u>	<u>567 879</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville de Lorraine dispose d'une marge de crédit d'exploitation de 500 000 \$ portant intérêts au taux de base, renouvelable en juin 2019. Au 31 décembre 2018 et 2017 cette marge n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville

La Régie de police bénéficie d'un prêt à demande renouvelable de 2 000 000 \$, portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus une facilité de crédit Master Card de 50 000 \$ est aussi disponible.

Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

Régie d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine

La Régie dispose d'une marge de crédit pour ses opérations courantes de 50 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 \$ en 2017).

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	407 143	494 648
Salaires et avantages sociaux	48	775 215	934 712
Dépôts et retenues de garantie	49	265 818	370 257
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Autres courus	53	944 306	829 335
- Organismes municipaux	54	508 553	332 561
- Intérêts courus dette L.T.	55	119 276	123 113
- Gouv. QC et ses entreprises	56	740	
-	57		
	58	3 021 051	3 084 626

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	13 185	17 855
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus différés loisirs	68	43 528	36 977
-	69		
-	70		
-	71		
	72	56 713	54 832

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018			2017		
13. Dette à long terme						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	3,20	2019	2040	73	22 833 073
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	22 833 073
						24 320 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(82 818) (131 047)
					83	22 750 255
						24 189 853

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2018</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2019	84	92	2 025 305	100	109	117	2 025 305
2020	85	93	1 753 447	101	110	118	1 753 447
2021	86	94	1 722 779	102	111	119	1 722 779
2022	87	95	1 691 336	103	112	120	1 691 336
2023	88	96	1 531 909	104	113	121	1 531 909
2024 et +	89	97	14 108 297	105	114	122	14 108 297
	90	98	22 833 073	106	115	123	22 833 073
Intérêts et frais accessoires			107			124	
	91	99	22 833 073	108	116	125	22 833 073

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(14 333 257)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()
Autres	128	() ()
	129	(14 333 257)
		(15 572 176)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations			Solde au début			Addition			Cession / Ajustement			Solde à la fin
COÛT												
Infrastructures												
Eau potable	130			158		185				212		
Eaux usées	131	871 924	159			186		422	213			871 502
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	28 500 789	160		821 345	187		1	214			29 322 133
Autres	133	35 013 142	161		604 582	188		(2)	215			35 617 726
Réseau d'électricité	134		162			189			216			
Bâtiments	135	13 299 785	163		84 163	190		1 874	217			13 382 074
Améliorations locatives	136	64 766	164		5 584	191		7 507	218			62 843
Véhicules	137	1 043 586	165		24 135	192		89 456	219			978 265
Ameublement et équipement de bureau	138	2 185 764	166		81 545	193		64 424	220			2 202 885
Machinerie, outillage et équipement divers	139	2 728 248	167		141 444	194		43 862	221			2 825 830
Terrains	140	3 697 112	168			195		18	222			3 697 094
Autres	141		169			196			223			
	142	87 405 116	170		1 762 798	197		207 562	224			88 960 352
Immobilisations en cours	143	2 037 208	171		53 750	198		(36)	225			2 090 994
	144	89 442 324	172		1 816 548	199		207 526	226			91 051 346
AMORTISSEMENT CUMULÉ												
Infrastructures												
Eau potable	145		173			200			227			
Eaux usées	146	381 499	174		18 537	201		(3 066)	228			403 102
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	9 829 776	175		734 770	202		(8)	229			10 564 554
Autres	148	19 931 770	176		875 133	203			230			20 806 903
Réseau d'électricité	149		177			204			231			
Bâtiments	150	4 814 161	178		322 421	205		(13 610)	232			5 150 192
Améliorations locatives	151	35 815	179		7 034	206		7 649	233			35 200
Véhicules	152	640 366	180		79 347	207		86 480	234			633 233
Ameublement et équipement de bureau	153	2 009 500	181		62 684	208		64 587	235			2 007 597
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 046 776	182		129 968	209		32 569	236			2 144 175
Autres	155		183			210			237			
	156	39 689 663	184		2 229 894	211		174 601	238			41 744 956
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	49 752 661							239			49 306 390
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations												
Coût	240		243			245			247			
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)	249	(_____)		
Valeur comptable nette	242	_____							249	_____		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	256	26 771
-	257	74 771
-	258	
Autres		
- Frais de refinancement	259	97 385
-	260	46 682
	261	124 156
		121 453
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville et les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable se sont engagés pour les cinq années futures pour une somme globale de 23 524 326 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et les organismes contrôlés devront prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2019	-	5 741 084 \$
2020	-	5 268 546 \$
2021	-	5 385 099 \$
2022	-	5 449 777 \$
2023	-	1 679 820 \$

19. Droits contractuels

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Selon l'entente liée au programme Accès Cannabis, la régie s'est engagée à la fourniture de services policiers en contre-partie du remboursement des salaires réels. Les revenus estimatifs pour la durée de l'entente s'élèvent à 614 228 \$ pour les 3 (trois) prochains exercices.

-2019	:	216 000 \$
-2020	:	220 320 \$
-2021	:	177 908 \$

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

s/o

b) Auto-assurance

Au cours de l'exercice 2003, la Ville a adhéré au fonds de garantie du Regroupement Thérèse-De Blainville pour l'achat en commun d'assurances de dommages. Pour l'exercice 2018, la Ville a déboursé une quote-part de 32 260\$.

c) Poursuites

La Ville de Lorraine est en appel suite à un jugement rendu dans le cadre d'une poursuite concernant la construction du talus anti-bruit. Dans l'intervalle, un compte à payer de 390 360\$ a été comptabilisé au 31 décembre 2017 et 2018. De plus, la Ville fait l'objet de diverses poursuites, réclamations et causes d'expropriation pour des montants totaux de 18 057 500 \$. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces poursuites, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée au rapport financier. Advenant un accueil favorable de certaines de ces poursuites, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville
Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

21. Actifs éventuels

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine

Au cours de l'exercice, la Régie a fait une réclamation à ses assurances relativement à des bris d'équipements survenus en 2017. La direction estime qu'il est probable qu'elle récupère 100 789 \$. Aucune provision n'a été comptabilisée dans le rapport financier.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comporte une comparaison des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2018.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	13 875 854	13 964 113	13 998 637				13 998 637	
2 Compensations tenant lieu de taxes	139 366	130 000	136 451				136 451	
3 Quotes-parts						2 897 302		
4 Transferts	419 392	351 545	457 803			25 346	483 149	
5 Services rendus	341 685	348 889	362 222			113 586	475 808	
6 Imposition de droits	1 098 771	850 000	1 245 360				1 245 360	
7 Amendes et pénalités	46 032	38 000	37 892			445 421	483 313	
8 Revenus de placements de portefeuille								
9 Autres revenus d'intérêts	139 315	110 200	177 879			16 841	194 720	
10 Autres revenus	(10 682)	15 250	16 447			7 809	24 256	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	16 049 733	15 807 997	16 432 691			3 506 305	17 041 694	
Investissement								
13 Taxes								
14 Quotes-parts								
15 Transferts	1 199 077		690 173				690 173	
16 Imposition de droits								
17 Autres revenus								
18 Contributions des promoteurs								
19 Autres								
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
20	1 199 077		690 173				690 173	
21	17 248 810	15 807 997	17 122 864			3 506 305	17 731 867	
Charges								
22 Administration générale	2 855 956	2 744 308	2 785 240			135 588	2 920 828	
23 Sécurité publique	2 801 754	2 931 067	2 919 001			17 227	3 411 519	
24 Transport	1 593 936	1 925 133	1 876 515			853 468	2 729 983	
25 Hygiène du milieu	2 849 103	3 004 777	2 776 287			460 821	3 335 256	
26 Santé et bien-être								
27 Aménagement, urbanisme et développement	512 027	547 417	520 001			158 844	678 845	
28 Loisirs et culture	2 654 234	2 877 121	2 796 312			359 796	3 156 108	
29 Réseau d'électricité								
30 Frais de financement	605 140	644 983	642 057			42 846	684 903	
31 Effet net des opérations de restructuration								
32 Amortissement des immobilisations	1 941 972	1 941 974	1 985 744		1 985 744			
33	15 814 122	16 616 780	16 301 157			3 513 587	16 917 442	
34	1 434 688	(808 783)	821 707			(7 282)	814 425	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 434 688	(808 783)	821 707	(7 282)	814 425	
Moins: revenus d'investissement	2	(1 199 077)	()	(690 173)	()	(690 173)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	235 611	(808 783)	131 534	(7 282)	124 252	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations	4	1 941 972	1 941 974	1 985 744	244 150	2 229 894	
Amortissement	5				3 447	3 447	
Produit de cession	6	27 870			(157)	(157)	
(Gain) perte sur cession	7						
Réduction de valeur / Reclassement	8	1 969 842	1 941 974	1 985 744	247 440	2 233 184	
Propriétés destinées à la revente	9						
Coût des propriétés vendues	10						
Réduction de valeur / Reclassement	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	12	31 346					
Remboursement ou produit de cession	13						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	14	17 697		21 743	1 283	23 026	
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	15	49 043		21 743	1 283	23 026	
Financement	16	37 420		6 506		6 506	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	17	(1 497 107)	(1 476 358)	(1 515 478)	(69 362)	(1 584 840)	
Remboursement de la dette à long terme	18	(1 459 687)	(1 476 358)	(1 508 972)	(69 362)	(1 578 334)	
Affectations	19	(96 736)	(32 000)	189 771)	(36 046)	(225 817)	
Activités d'investissement	20						
Excédent (déficit) accumulé	21	38 989		(31 453)	142 824	111 371	
Excédent de fonctionnement non affecté	22	187 449	319 184	377 232		377 232	
Réserves financières et fonds réservés	23	52 931	55 983	55 631	(18 640)	36 991	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	182 633	343 167	211 639	88 138	299 777	
	26	741 831	808 783	710 154	267 499	977 653	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	977 442		841 688	260 217	1 101 905	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017	Réalizations 2018	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	1 199 077	690 173	690 173
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(16 665)	(21 016)	(32 176)
Sécurité publique	3	()	()	(60 368)
Transport	4	2 243 204	924 730	924 730
Hygiène du milieu	5	(906 093)	(506 784)	(516 823)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(454 642)	(17 583)	(17 583)
Loisirs et culture	8	(253 771)	(264 868)	(264 868)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(3 874 375)	(1 734 981)	(1 816 548)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Emission ou acquisition	12	(32 260)	(32 260)	(34 200)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 065 118	493 493	612 067
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	96 736	189 771	225 817
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	56 817	22 900	36 681
Excédent de fonctionnement affecté	16	662 781	196 548	196 548
Réserves financières et fonds réservés	17	108 877	55 734	55 920
	18	925 211	464 953	514 966
	19	(916 306)	(808 795)	(723 715)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	282 771	(118 622)	(33 542)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 114 019	3 465 536	1 059 844	4 525 380
Débiteurs (note 5)	2	7 139 883	6 702 747	578 564	7 166 820
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	84 663	95 180	4 800	99 980
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	10 338 565	10 263 463	1 643 208	11 792 180
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 497 800	2 555 277	580 265	3 021 051
Revenus reportés (note 12)	12	54 832	56 713		56 713
Dette à long terme (note 13)	13	23 336 581	22 183 357	566 898	22 750 255
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			297 418	297 418
	15	25 889 213	24 795 347	1 444 581	26 125 437
	16	(15 550 648)	(14 531 884)	198 627	(14 333 257)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	46 399 298	46 148 535	3 157 855	49 306 390
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	15 860	17 963		17 963
Autres actifs non financiers (note 17)	20	55 745	107 348	16 808	124 156
	21	46 470 903	46 273 846	3 174 663	49 448 509
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 562 424	2 429 871	492 933	2 922 804
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 248 715	1 936 170	113 348	2 049 518
Réserves financières et fonds réservés	24	902 541	583 457		583 457
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(200 359)	(184 413)	(164 133)	(348 546)
Financement des investissements en cours	26	(598 300)	(738 521)	16 505	(722 016)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	27 005 234	27 715 398	2 914 637	30 630 035
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	30 920 255	31 741 962	3 373 290	35 115 252

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	3 313 112	3 334 381	5 244 257	5 138 317
Charges sociales	2	721 612	720 224	1 214 926	1 266 414
Biens et services	3	6 019 440	5 688 803	6 469 853	7 124 529
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	442 754	441 051	445 027	464 701
D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec et ses entreprises	5				
D'autres tiers	6	114 229	114 229	123 967	84 010
Autres frais de financement	7				
	8	88 000	86 777	115 909	126 585
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	3 972 239	3 926 383	1 029 129	454 784
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				128 860
Autres	13	3 600	3 565	18 786	3 537
Amortissement des immobilisations	14	1 941 794	1 985 744	2 229 894	2 195 578
Autres					
- Créances douteuses	15			18 264	18 201
- Réclamation de dommages	16			6 145	4 214
- Autres	17			1 285	
	18	16 616 780	16 301 157	16 917 442	17 009 730

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

		2018	2017
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	()	()
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dettes à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23		
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10
Excédent (déficit) de l'exercice	11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22
Solde du Fonds local de solidarité	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice 17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	() (
	22))
Autres	23		
	24		

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 922 804	2 918 486
Excédent de fonctionnement affecté	2 2 049 518	1 390 842
Réserves financières et fonds réservés	3 583 457	902 726
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (348 546 ) (	382 555)
Financement des investissements en cours	5 (722 016)	(667 193)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 30 630 035	30 155 492
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 35 115 252	34 317 798
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 429 871	2 562 424
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 492 933	356 062
	11 2 922 804	2 918 486
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Affectation budget et projets	12 1 428 810	655 704
- Affectation transport en commu	13 507 360	593 011
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 936 170	1 248 715
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
- Budget - exercice subséquent	22 113 348	142 127
-	23	
-	24	
	25 113 348	142 127
	26 2 049 518	1 390 842
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 304 031	325 295
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 279 426	577 246
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	185
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47 583 457	902 726
	48 583 457	902 726

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (73 248) ()	(82 064)
Autres	52 (88 980) ()	(96 250)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (162 228) ()	(178 314)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (162 228) ()	(178 314)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (2 192) ()	(4 521)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 (2 192) ()	(4 521)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (97 948) ()	(150 495)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
- Toiture C.C	72 (167 621) ()	(180 141)
-	73 () ()	()
	74 (265 569) ()	(330 636)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 81 443	130 916
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 81 443	130 916
	81 (348 546) ()	(382 555)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 258 296	847 239
Investissements à financer	83 (980 312 ) (	1 514 432)
	84 (722 016)	(667 193)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 49 306 390	49 752 661
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 99 980	88 787
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 49 406 370	49 841 448
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 49 406 370	49 841 448
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (22 750 255 ) (	24 189 853)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (82 818 ) (	131 047)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 011 190	4 353 655
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 265 569	330 636
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 (209 266)	(49 347)
	98 (18 765 580 ) (	19 685 956)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (10 755) ()
	100 (18 776 335 ) (	19 685 956)
	101 30 630 035	30 155 492

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régie intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville

Dispositions:

1.Date d'entrée en vigueur du régime
Le 31 décembre 2003.

2.Date de la retraite

a) Date de la retraite normale
A l'âge de 65 ans.

b)Date de la retraite facultative

i)Policiers et cadres

Tout participant actif peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

-l'âge de 60 ans;

-l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 85 (règle du 85).

- Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte avant le 1er janvier 2005, l'âge minimal est de 58 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

-Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte après le 31 décembre 2004, mais avant le 1er janvier 2011, l'âge minimal est de 54 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

ii)Autres participants

a) Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2006 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge de 60 ans.

b)Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2007 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

-l'âge de 60 ans; et

-l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 90 (règle du 90).

c)Date de la retraite anticipée

i)Policiers et cadres

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. Sa rente est alors réduite entre l'âge atteint et la date de la retraite facultative par équivalence actuarielle.

ii)Autres participants

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Sa rente est alors réduite de ½ % par mois (6 % par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de retraite anticipée et la date de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Policiers et cadres

Relativement aux années de services antérieures au 1er juillet 2005

i) Rente de base

- 2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite limitée à 101 100\$ pour les sergents et lieutenant-détectives, à 100 000\$ pour les autres policiers syndiqués, à 132 350\$ pour les cadres policiers et à 130 000\$ pour les cadres civils.

- Aucune limite n'est applicable au salaire final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

ii) Rente de rattachement

- 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final limité à 55 000 \$ pour les policiers et à 71 000 \$ pour les cadres.

- Aucune limite n'est applicable au maximum des gains admissibles final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005

iii) Rente de base

2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

iv) Rente de rattachement

0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

b) Autres participants

Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005 mais antérieures au 1er janvier 2014

i) Rente de base

2 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de la retraite, majorée de 0,4%.

ii) Rente de rattachement

- Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008 :

- Aucune prestation de rattachement

- Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2009 :

0,3 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de retraite, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final (huit ans), majorée de 0,4%.

Relativement aux années de services postérieures au 31 décembre 2013

iii) Rente de base

1,85 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

iv) Rente de rattachement

0,3 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité de longue durée.

Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Policiers et cadres

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

b) Autres participants :

Relativement aux années de services reconnues entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008

Aucune indexation des rentes servies.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2009

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

9. Règle du 50 % (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

a) Cotisations salariales d'exercice

i) Policiers et cadres

Jusqu'au 30 avril 2015 : 9% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

ii) Autres participants

Jusqu'au 30 avril 2015 : 8,5% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

11. Cotisations patronales

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

12. Cotisations de stabilisation

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à part égales, à compter du 11 septembre 2016, une cotisation équivalente au coût de l'indexation des rentes après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Toutefois, la cotisation de stabilisation totale ne peut être inférieure à 10 % de la cotisation d'exercice. La cotisation de stabilisation est déterminée de façon indépendante pour le groupe des autres employés ainsi que pour celui des policiers et cadres.

13. Cotisations d'équilibre

Volet antérieur

En plus de la cotisation prévue aux paragraphes précédents, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif du volet antérieur, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

Volet courant

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à parts égales, une cotisation suffisante pour amortir tout manque d'actif du volet courant, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

14. Rentes d'appoint temporaires

Le régime de retraite paye une rente de raccordement supplémentaire ("rente d'appoint") à certains participants en vertu des ententes de retraite de la Ville de Rosemère et de celle de Sainte-Thérèse. Ces rentes étaient originellement payées par la Régie de police. Le résumé des rentes d'appoint temporaires payables se retrouvent à l'annexe B du rapport d'évaluation actuarielle daté du 1er février 2018.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Aucun autre participant ne sera éligible à une telle rente de retraite supplémentaire payée par le régime de retraite.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (360 343)	(350 334)
Charge de l'exercice	4 (266 325)	(321 036)
Cotisations versées par l'employeur	5 329 250	312 785
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(297 418)</u>	<u>(358 585)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 8 068 508	8 175 241
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (8 998 246)	(8 753 133)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (929 738)	(577 892)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 632 320	219 307
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (297 418)	(358 585)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(297 418)</u>	<u>(358 585)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 8 068 508	8 175 241
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (8 998 246)	(8 753 133)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (929 738)	(577 892)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 422 899	414 474
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 24 337	438 811
	20 422 899	438 811
Cotisations salariales des employés	21 (212 985)	(207 420)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 209 914	231 391
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 27 775	43 416
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	25
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	27
Variation de la provision pour moins-value	28	28
Autres	29	29
-	30	30
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>237 689</u>	<u>274 807</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 486 438	451 531
Rendement espéré des actifs	33 (457 802)	(405 302)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 28 636	46 229
Charge de l'exercice	35 <u>266 325</u>	<u>321 036</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 361 670	712 740
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (457 802)	(405 302)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (96 132)	307 438
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 379 761	(25 927)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 327 406	326 908
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 8 068 508	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	53 445
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,67 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés)		
lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

REER individuel

La Ville de Lorraine contribue au REER individuel de ses employés cols blancs et cadres conformément aux conventions en vigueur.

Régime de retraite par financement salarial de la FTQ.

La Ville de Lorraine contribue au RRFS-FTQ de ses employés cols bleus conformément à la convention en vigueur.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 187 816	185 542

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116	<u>11 423</u>	<u>18 190</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	38 466	61 301
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>38 466</u>	<u>61 301</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 129 377	9 129 377	9 089 327
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 418 398	1 418 398	1 416 234
Activités de fonctionnement	3	644 114	644 114	643 022
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 191 889	11 191 889	11 148 583
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	877 272	877 272	782 755
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	745 273	745 273	743 767
Matières résiduelles	13	732 179	732 179	731 670
Autres				
- Forêt du Grand Coteau	14	136 110	136 110	136 183
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	43 033	43 033	40 927
Service de la dette	18	272 881	272 881	291 969
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 806 748	2 806 748	2 727 271
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 806 748	2 806 748	2 727 271
	27	13 998 637	13 998 637	13 875 854

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	29 970	29 970	32 054
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	106 481	106 481	107 312
	36	136 451	136 451	139 366
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	136 451	136 451	139 366
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	136 451	136 451	139 366

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		10 215	7 148
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	57 114	57 114	35 523
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			136 381
Transport adapté	62			17 748
Transport scolaire	63			
Autres	64			57 070
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	57 115	57 115	33 541
Traitement des eaux usées	70		9 738	21 126
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	122 567	122 567	114 004
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	20 560	20 560	25 278
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	1 700	1 700	1 450
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	40 701	40 701	44 463
Autres	89			7 500
Réseau d'électricité	90			
	91	299 757	319 710	501 232

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	6 188	6 188	
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	603 653	603 653	1 163 025
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			4 803
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	80 332	80 332	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			36 052
Réseau d'électricité	129			
	130	690 173	690 173	1 203 880

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	158 046	158 046	157 633
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139		5 393	4 325
	140	158 046	163 439	161 958
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 147 976	1 173 322	1 867 070

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146	47 018	65 731	83 527
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	47 018	65 731	83 527
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	47 018	65 731	83 527

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	1 080	12 920	9 147
	187	1 080	12 920	9 147
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191		83 033	73 825
	192		83 033	73 825
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			143 296
Transport adapté	197			11 197
Transport scolaire	198			
Autres	199			5 211
Autres	200			
	201			159 704
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211	29 213	29 213	10 722
	212	29 213	29 213	10 722
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	3 217	3 217	
	221	3 217	3 217	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	281 694	281 694	286 036
	225	281 694	281 694	286 036
Réseau d'électricité	226			
	227	315 204	410 077	539 434
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	362 222	475 808	622 961

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	41 015	41 015	39 615
Droits de mutation immobilière	230	1 204 345	1 204 345	1 059 156
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	1 245 360	1 245 360	1 098 771
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	37 892	483 313	486 396
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	177 879	194 720	150 285
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		157	(27 018)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	16 447	24 099	21 045
	246	16 447	24 256	(5 973)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2018	2017
		Total			
Non audité					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
1	Conseil	431 929	34 184	466 113	434 873
2	Greffe et application de la loi	264 696	2 993	267 689	402 270
3	Gestion financière et administrative	644 024	53 189	697 213	691 010
4	Évaluation	151 028		151 028	41 312
5	Gestion du personnel	71 122		71 122	34 978
6	- COMM, DG ET AUTRES	1 222 441	45 222	1 267 663	1 397 445
7					
8		2 785 240	135 588	2 920 828	3 001 888
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
9	Police	2 443 725		2 443 725	2 910 659
10	Sécurité incendie	463 654		463 654	447 199
11	Sécurité civile				
12	Autres	11 622	17 227	28 849	28 650
13		2 919 001	17 227	2 936 228	3 386 508
TRANSPORT					
	Réseau routier				
14	Voirie municipale	553 768	721 503	1 275 271	1 268 002
15	Enlèvement de la neige	412 291	897	413 188	384 268
16	Éclairage des rues	81 258	78 041	159 299	169 897
17	Circulation et stationnement	45 418	783	46 201	28 409
	Transport collectif				
18	Transport en commun	783 780	1 338	785 118	892 387
19	Transport aérien				
20	Transport par eau				
21	Autres		50 906	50 906	50 385
22		1 876 515	853 468	2 729 983	2 793 348

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2018		Réalizations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2018	2017
		Total			
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	643 807		643 807	647 957
Réseau de distribution de l'eau potable	24	290 915	445 521	736 436	682 746
Traitement des eaux usées	25	545 398		643 546	727 183
Réseaux d'égout	26	166 721		166 721	264 347
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	325 847	15 300	341 147	338 909
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective	29	171 644		171 644	165 005
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement					
Matières organiques	31	126 086		126 086	147 459
Collecte et transport	32	114 356		114 356	103 836
Traitement	33	87 418		87 418	85 047
Matériaux secs	34				
Autres	35				
Plan de gestion	36				
Autres	37				
Cours d'eau	38	196 585		196 585	201 732
Protection de l'environnement	39	107 510		107 510	107 509
Autres	40	2 776 287	460 821	3 237 108	3 471 730
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	520 001	158 844	678 845	674 512
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens					
Promotion et développement économique	48				
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52	520 001	158 844	678 845	674 512

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2018		Total	Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2018	2017
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 131 592		1 131 592	1 131 592	1 127 244
Pâtinoires intérieures et extérieures	54	83 787		83 787	83 787	76 140
Piscines, plages et ports de plaisance	55	136 808		136 808	136 808	129 465
Parcs et terrains de jeux	56	909 420	291 469	1 200 889	1 200 889	1 141 991
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	96 426		96 426	96 426	92 523
Autres	59					
	60	2 358 033	291 469	2 649 502	2 649 502	2 567 363
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	438 279	68 327	506 606	506 606	439 085
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	438 279	68 327	506 606	506 606	439 085
	67	2 796 312	359 796	3 156 108	3 156 108	3 006 448
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	555 280		555 280	568 897	548 418
Autres frais	70				97	293
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				28 636	46 120
Autres	72	86 777		86 777	87 273	80 465
	73	642 057		642 057	684 903	675 296
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 985 744 (	1 985 744)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lorraine _____

Code géographique : 73025 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	509 701	509 701	720 769
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3		10 039	
	Conduites d'égout	4			145 217
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	821 346	821 346	1 771 041
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	19 979	19 979	
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	116 116	116 116	261 327
	Autres infrastructures	11			538 481
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	84 164	84 164	242 065
	Édifices communautaires et récréatifs	14			24 175
	Améliorations locatives	15		5 585	5 810
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		24 135	
	Autres	17		28 577	136 599
	Ameublement et équipement de bureau	18	71 126	84 357	74 798
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	112 549	112 549	83 309
	Terrains	20			
	Autres	21			
		22	1 734 981	1 816 548	4 003 591

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	191 818	191 818	720 769
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25		10 039	
	Conduites d'égout	26			145 217
	Autres infrastructures	27	957 441	957 441	2 570 849
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	317 883	317 883	
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	267 839	339 367	566 756
		34	1 734 981	1 816 548	4 003 591

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1		5 591		5 591
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	507 355	3 873	232 746	278 482
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 004 013		280 479	1 723 534
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	17 455 877	442 308	1 083 909	16 814 276
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 967 245	451 772	1 597 134	18 821 883
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 353 655	176 266	518 731	4 011 190
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 353 655	176 266	518 731	4 011 190
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 353 655	176 266	518 731	4 011 190
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 353 655	176 266	518 731	4 011 190
	19	24 320 900	628 038	2 115 865	22 833 073
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	24 320 900	628 038	2 115 865	22 833 073

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	22 183 357
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	956 788
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	279 426
Débiteurs	9	3 696 074
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	194 340
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	18 970 305
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	221 858
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	19 192 163
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	45 653
Autres organismes	20	929 216

Endettement total net à long terme	21	20 167 032
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	20 167 032
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	294 073	294 073	277 363
Sécurité publique				
Police	4	2 351 856		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	735 056	735 056	177 421
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	545 398		
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 926 383	1 029 129	454 784

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 733 984	3 854 793
Frais de financement	4	997	19 582
Autres	5		
	6	1 734 981	3 874 375

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
1 Cadres et contremaîtres	13,15	33,75	23 084,00	1 234 525	275 794	1 510 319
2 Professionnels						
3 Cois blancs	23,54	33,75	41 314,00	1 041 514	216 992	1 258 506
4 Cois bleus	14,22	37,00	27 359,00	749 442	141 682	891 124
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	50,91		91 757,00	3 025 481	634 468	3 659 949
9	7,00			308 900	85 756	394 656
10	57,91			3 334 381	720 224	4 054 605

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	57 115				57 115
13 Réseau de distribution de l'eau potable					
14 Traitement des eaux usées					
15 Réseaux d'égout					
16 Autres	380 128	665 173	30 760	14 800	1 090 861
17	437 243	665 173	30 760	14 800	1 147 976

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	21 905	21 822
	4	21 905	21 822
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	227 111	194 429
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	227 111	194 429
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	228 940	216 829
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	228 940	216 829
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	77 658	87 724
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	77 658	87 724
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	86 443	84 336
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	86 443	84 336
Réseau d'électricité			
	40		
	41	642 057	605 140

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
PATRICK ARCHAMBAULT-VILLE	23 651	11 825
PATRICK ARCHAMBAULT- RÉGIE DE POLICE	3 154	1 577
PIERRE BARRETTE-VILLE	22 796	11 398
PIERRE BARETTE-RÉGIE D'ASSAINISSEMENT	1 558	779
JEAN COMTOIS-VILLE	63 012	16 613
JEAN COMTOIS-RÉGIE D'ASSAINISSEMENT	4 639	
JEAN COMTOIS-MRC	15 000	
JEAN COMTOIS-RÉGIE DE POLICE	3 441	
MARTINE GUILBAULT	24 506	12 253
DIANE D. LAVALLÉE	22 796	11 398
JOCELYN PROULX	24 506	12 253
JOCELYN PROULX-RÉGIE DE POLICE	286	143
LYNE RÉMILLARD-VILLE	23 651	11 825
LYNE RÉMILLARD-RÉGIE D'ASSAINISSEMENT	1 558	779

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Lorraine

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Lorraine (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 1
Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2019-04-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	13 998 637
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	259 022
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	43 033
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>13 696 582</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 354 528 400
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 358 210 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 356 369 250</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 0 0 9 8 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 277 879
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 478 915
Activités de fonctionnement	3	656 640
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 413 434

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	870 000
Égout	11	745 890
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	732 600
Autres		
- Forêt du Grand Coteau	14	136 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	45 000
Service de la dette	18	231 823
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 761 313
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 761 313
	27	14 174 747

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	29 628
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	106 372
	9	136 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	136 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	136 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100S 3				
Taxe foncière générale (taux variés)	4	X 5	0,6475 /100S 6				8 776 808
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	X 8	/100S 9				
Immeubles de 6 logements ou plus	10	X 11	2,3404 /100S 12				376 892
Immeubles non résidentiels	13	X 14	/100S 15				
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100S 18				
Autres	19	X 20	1,2949 /100S 21				124 179
Immeubles agricoles	22	X 23	/100S 24				
Total			9 277 879				9 277 879
					27 (	28	29
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	0,1071 /100S 32				1 478 915
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100S 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100S 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100S 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100S 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100S 47				
Autres	48	X 49	/100S 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100S 53				
Total			1 478 915				1 478 915
					56 (	57	58

S58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 1 381 266 800	X 2 0,0475	/100\$ 3 656 640				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			656 640	25 () 26 () 27 () 28 ()			656 640

Taxes spéciales

Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total				54 () 55 () 56 () 57 () 58 ()			
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 () 63 () 64 ()			65

61

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	2 | 1 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 2 | 5 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Forêt du Grand Coteau	39,0000	7	unitaire
Assainissement commerce	0,3359	7	Mètre carré
Recyc et composte-condo	25,0000	7	unitaire

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	14 174 747
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	255 728
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	45 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>13 874 019</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>1 381 266 800</u>
--	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	[] [] 1 , [0] [0] 4 [4] /100 \$
--	-----------	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière								
	1		402 309			136 405		
	2							
	3							
Taxes sur une autre base								
Taxes, compensations et tarification								
	4					55 654		
	5		35 252			5 588		
Taxes d'affaires								
	6							
	7							
	8		437 561			197 647		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATEGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences Autres	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 10 874 720		11 413 434
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 176 169		231 823
Autres	13 2 443 650		2 484 490
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 13 494 539		14 129 747

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>16 566 253 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>1 660 600 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>540 000 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>121 500 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-12</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	